

Coopération

# Le soutien de la Banque Mondiale

*L'institution financière accompagne le processus d'optimisation de la commande publique dans l'optique d'assurer une meilleure consommation des crédits et une exécution efficace du budget par objectif de programmes.*

Selon Mme Sylvie Dossou, représentante résidente de la Banque Mondiale au Gabon, le processus de passation des marchés publics constitue l'épine dorsale de l'exécution du budget de l'Etat. Pour donner du sens à cette procédure qui engage la réalisation et l'atteinte des objectifs de développement du pays, les acteurs de la chaîne de la dépense et la Banque mondiale se sont retrouvés à Libreville à l'effet d'optimiser «les procédures de passation des marchés pour une meilleure exécution du budget par objectif de programme».

En effet, poursuit la représentante résidente de l'institution de Bretton Woods à Libreville, en procédant par anticipation et en optant pour la transparence et la fluidité des procédures de passation des marchés, l'on obtient un impact direct sur la réalisation à temps des programmes d'investissements, sur la qualité de ces investissements ainsi que sur les coûts de ceux-ci. «Or dans la pratique, les compréhensions insuffisantes des

procédures de passation des marchés publics sont courantes avec pour conséquence des plaintes et le recours injustifié à des grés à grés aux coûts exorbitants», explique Mme Sylvie Dossou.

Du coup, le succès de cette nouvelle démarche dépend fortement de son appropriation par les acteurs de la chaîne de la dépense. Notamment les ordonnateurs, les responsables de programmes, les responsables d'unités opérationnelles et des questions financières des départements ministériels mais aussi de la fluidité dans les procédures d'exécution de la commande publique. Pour le ministre du Budget et des Comptes publics, Christian Magnagna, «un système de passation optimale doit notamment reposer sur la transparence des procédures, la planification des marchés et prendre en compte les délais impartis pour l'exécution du budget et la validation des procédures».

C'est dans cette optique que la direction générale du Budget et des Finances publics (DGBFIP) lance

depuis 2015 des appels d'offres en gestion centralisée. Car, la passation des marchés publics reste contrastée d'année en année. C'est ainsi que 13 appels d'offres, dont 10 en 2015 et 3 en 2016, représentant 140 lots, soit 117 en 2015 et 22 en 2016, ont été lancés sous la supervision du Pôle Marchés Publics (PMP). Ce qui correspond à une enveloppe budgétaire de 13 milliards de FCFA (10 milliards en 2015 et 3 milliards en 2016). Ce qui fait dire à Christian Magnagna qu'une telle opération pourrait figurer au rang de bonnes pratiques à généraliser.

L'appui de la Banque mondiale se situe dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de services dans le domaine des finances publiques qui comporte quatre composantes, dont la première porte sur l'assistance technique pour l'opérationnalisation de l'Agence de régulation des marchés publics, et les formations de renforcement des capacités visant à fluidifier et optimiser les processus de passation de marchés.



Au-delà, les experts de la Banque mondiale ont entretenu les participants sur la maturation des projets dont l'insuffisance porte de graves préjudices à la chaîne de la dépense. «La maturité des projets sera efficace lorsqu'au moment où on prépare les budgets, les responsables considèrent qu'il faut évaluer le niveau de faisabilité des

investissements. L'on devra mettre l'argent sur la table lorsqu'on aura eu toutes garanties que les études sont bouclées. Ce n'est qu'à ce moment qu'elle va réussir mais c'est déjà bien que tout le monde soit conscient de son importance dans le processus des marchés publics », explique un expert de la Banque mondiale. ■